

# Irisnet va connecter l'ensemble des écoles secondaires de Bruxelles en fibre

## LE RÉSUMÉ

La **société coopérative** dont sont actionnaires la Région de Bruxelles-Capitale, Orange Belgium et le CIRB a enregistré un **chiffre d'affaires en croissance de 56%**.

Pour parvenir à ce résultat, l'instance **investit 2 millions d'euros par an**.

En l'état, elle connecte aujourd'hui la **totalité des institutions publiques en fibre** à Bruxelles et **ambitionne** de faire de même avec toutes les **écoles secondaires** d'ici 2019.

L'**objectif atteint**, l'instance se **tournera vers les écoles primaires**, son grand défi pour la prochaine législature.

**SIMON SOURIS**

L'heure est aux félicitations du côté d'Irisnet. En effet, la société coopérative dont sont actionnaires la Région de Bruxelles-Capitale, le Centre d'Informatique pour la Région Bruxelloise (CIRB) et le partenaire industriel du projet Orange Belgium a clôturé l'exercice sur de bons résultats financiers, enregistrant un chiffre d'affaires de près de 18 millions d'euros, en hausse de 56% par rapport à la période précédente.

«Vous en connaissez beaucoup des exemples d'acteurs publics qui ont commencé sans demander de fonds supplé-

mentaires et qui distribuent aujourd'hui des dividendes à ses actionnaires?» plaisante Hervé Feuillien, président du conseil d'administration d'Irisnet, une situation de force qui permet à l'organisme d'aller jusqu'à octroyer une ristourne annuelle de près de 220.000 euros, liée au bénéfice généré, aux 122 institutions publiques (parlements régionaux, gouvernement régional, communes, CPAS, zones de police, hôpitaux publics, pouvoirs publics

régionaux, Stib, etc.) clientes chez elle. Pour parvenir à cette situation, Irisnet a consenti des années durant des investissements tournant autour de 2 millions d'euros par an. Ce qui fait qu'en l'état, elle connecte aujourd'hui l'ensemble des institutions publiques liées à la Région de Bruxelles-Capitale et ambitionne désormais d'atteindre d'ici 2019 le même résultat auprès de l'ensemble des écoles secondaires bruxelloises, soit 164 établissements.

Un projet ambitieux qui servirait d'exemple en Europe. D'ailleurs, les

projets menés par la structure bruxelloise auraient même déjà attiré jusque dans ses locaux des émissaires de grandes villes asiatiques telles qu'Hong Kong ou Séoul, intéressés par la mise en œuvre des initiatives d'Irisnet.

Aujourd'hui, dans ce projet d'écoles connectées, la société coopérative, qui emploie 30 personnes, indique être dans les clous par rapport à ses objectifs avec trois écoles secondaires sur quatre déjà connectées, ce qui ouvre les portes à l'*«éducation 2.0»*, soit la pédagogie tirant

parti du numérique (en utilisant des tablettes en classe par exemple), se réjouit Thierry Joachim, directeur général d'Irisnet. Quid une fois les 100% atteints? Penser à la prochaine étape: les écoles primaires. «Ce sera l'enjeu de la prochaine législature», commente Hervé Feuillien.

## Projet de longue haleine

Des projets trop peu connus? «Comme toujours, quand quelque chose fonctionne bien en Belgique, on n'en parle pas», tacle Hervé Feuillien. Pourtant, l'outil joue un «rôle très très important au niveau régional», à savoir un rôle de centre de compétence télécoms pour la Région. Et ce depuis des années.

En effet, l'objectif poursuivi au fil des années a été la mutualisation des infrastructures, afin d'éviter que chaque acteur public bruxellois ne doive négocier individuellement ses contrats télécoms auprès des opérateurs, et donc de permettre d'évidentes économies d'échelle (estimées à un million d'euros par an pour l'ensemble du tissu institutionnel bruxellois) de par un prix volontairement maintenu en dessous du prix du marché. Un pari qui semble aujourd'hui réussi.

**«Comme toujours, quand quelque chose fonctionne bien en Belgique, on n'en parle pas.»**

**HERVÉ FEUILLIEN**  
PRÉSIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION D'IRISNET

## SURVEILLANCE

### 674 CAMÉRAS CONNECTÉES

Au lendemain des attentats, il y a eu une volonté du côté d'Irisnet de connecter les caméras de surveillance des instances publiques, en vue de **permettre les échanges entre services**. L'idée planait dans l'air avant la vague de violence qui a touché l'Europe. En effet, l'instance avait déjà constaté par le passé que les zones de police, par exemple, ne parvenaient pas toujours à s'échanger des images prises sur leur propre infrastructure (comme pour le cas d'un hélicoptère de la police fédérale qui devait transmettre des images au sol à la police locale), ou encore que les pompiers n'avaient pas toujours accès aux vidéos captées dans les tunnels de la capitale... La société coopérative a donc **décidé de créer une plateforme destinée à rassembler les différentes images des quelque 674 caméras** qui ont été connectées en fibre à son réseau, un nombre qui **devrait être revu à la hausse** sur les deux prochaines années. Car en l'état, seules 3 zones de police ont adhéré au système d'Irisnet, qui **ne fait que capter et stocker les images**, pour une durée de 30 jours, le traitement étant réservé à d'autres acteurs tels que la police ou le parquet.